

**Arrêté préfectoral complémentaire n° A 6647 du 24 MARS 2026  
modifiant l'arrêté préfectoral n°2768 du 5 novembre 1996**

**portant actualisation des prescriptions applicables au centre de tri et de transfert des emballages ménagers exploité par le syndicat mixte à la carte (SMC) du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine situé au lieu-dit « Les Bas de Rochefort » à Sainte-Éanne**

Le Préfet des Deux-Sèvres,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment son titre VIII du livre 1er, son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
- Vu** le tableau annexé à l'article R 511-9 du Code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu** le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;
- Vu** le décret du Président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-43-1 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2768 du 5 novembre 1996 autorisant le Syndicat Mixte à la Carte (SMC) du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine à exploiter un centre de tri de collectes sélectives auprès des ménages et un centre de transit d'ordures ménagères et d'encombrants, au lieu-dit « Les bas de Rochefort » sur la commune de SAINTE -ÉANNE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4494 du 28 mars 2006 relatif au centre de tri de déchets ménagers et assimilés géré par le Syndicat Mixte à la Carte du Haut de Sèvre et Sud Gâtine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4498 du 7 avril 2006 autorisant la prise en charge de l'exploitation de la station de transit au lieu-dit « Les Bas de Rochefort » sur la commune de Sainte-Éanne par le Syndicat Mixte de Traitement et d'Élimination des Déchets (SMITED) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5735 du 18 juillet 2016 portant mise à jour du tableau de classement des installations du SMITED autorisé à exploiter une station de transit de déchets au lieu-dit « Les Bas de Rochefort » sur la commune de Sainte-Eanne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5789 du 18 juillet 2016 portant mise à jour du tableau de classement des installations du Syndicat Mixte à la Carte (SMC) du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine autorisé à exploiter un centre de tri des emballages ménagers sur la commune de Sainte-Eanne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

**Vu** la demande du 15 janvier 2019 par laquelle du SMC du Haut de Sèvre et Sud Gâtine dont le siège social est situé au 3 route de Verdeil à Sainte-Eanne, sollicite le transfert à son profit, de l'autorisation d'exploiter de la station de transit de déchets situé au lieu-dit « Les Bas de Rochefort » sur la commune de Sainte-Éanne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

**Vu** le courrier de l'exploitant en date du 21 mai 2021 sollicitant le bénéfice de l'antériorité des droits acquis du quai de transfert (anciennement exploité par le SMITED) et un dossier de porter à connaissance de la modification structurelle du quai de transfert en vue de la construction de 4 alvéoles de stockage couvertes, en lieu et place d'emplacements de caissons, et de la mise à jour du calcul des garanties financières relevant des rubriques 2714-1, 2716-1 et 2718-1 ;

**Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 31 août 2022 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 2 mars 2026 ;

**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 9 mars 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** la réponse de l'exploitant en date du 17 mars 2026 indiquant n'avoir aucune observation à formuler ;

**Considérant** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**Considérant** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter une modification concernant la capacité de rétention des eaux susceptibles d'être polluées notamment lors d'un incendie en le dotant d'un volume supplémentaire de 42 m<sup>3</sup> permettant de prévenir les risques pour la santé du voisinage ;

**Considérant** que le projet de modification du quai de transfert apporté par le SMC Haut Val de Sèvres et Sud Gâtine, sur la commune de Sainte-Éanne, nécessite de mettre à jour l'arrêté d'autorisation environnementale ;

**Considérant** que le projet de modification du quai de transfert ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

### Titre 1. Portée de l'autorisation et conditions générales

#### Chapitre 1.1. Bénéficiaire et portée

##### **Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

Le Syndicat Mixte à la Carte du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine (SMC), dont le siège social est situé au 3 route de Verdeil à Sainte-Éanne (79800) autorisé à exploiter le centre de tri de déchets d'emballages ménagers sur le territoire de la commune de Sainte-Éanne au lieu-dit « les bas de Rochefort », est tenu de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

##### **Article 1.1.2 : Transfert de l'autorisation**

Le Syndicat Mixte à la Carte du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine (SMC), dont le siège social est situé au 3 route de Verdeil à Sainte-Éanne ( 79800) est autorisé à se substituer au Syndicat Mixte de Traitement et d'Élimination des Déchets (SMITED) pour exploiter la station de transit de déchets au lieu-dit « Les Bas de Rochefort » sur la commune de Sainte-Éanne.

##### **Article 1.1.3 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs sont abrogées ou modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Prescriptions concernées	Nature des modifications (abrogation, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral n° 2768 du 5 novembre 1996	Toutes, sauf l'article 1	Modification
Arrêté préfectoral complémentaire n° 4494 du 28 mars 2006	Toutes	abrogation
Arrêté préfectoral complémentaire n° 4498 du 7 avril 2006	Toutes	abrogation
Arrêté préfectoral complémentaire n° 5789 du 18 juillet 2016	Toutes	abrogation
Arrêté préfectoral complémentaire n° 5735 du 18 juillet 2016	Toutes	abrogation

##### **Article 1.1.4 : installations visées par la nomenclature et soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du Code de l'environnement.



## Chapitre 1.2. Nature et localisation des installations

**Article 1.2.1: Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710,2711,2712,2719,2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	5 t	A
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710,2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	1 200 m <sup>3</sup>	E
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710,2711,2712,2713,2714,2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	1 550 m <sup>3</sup>	E
2715	Installation de transit, regroupement, ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup>	300 m <sup>3</sup>	D

Régime : A (Autorisation), E (enregistrement), D (Déclaration)

**Article 1.2.2: Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau (IOTA)**

Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Superficie concernée : 2,28 ha	D

### Article 1.2.3 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
SAINTE-ÉANNE	N° 125 de la section ZI.

La surface de la parcelle et de l'emprise du site est de 22 818 m<sup>2</sup>.

### Article 1.2.4 : Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Installation relevant de la rubrique 2718 (quantité maximale de 5 t)
  - Les déchets admissibles sont :
    - des déchets d'activité de soin à risque infectieux (DASRI), quantité maximale de 2 tonnes à l'intérieur d'un local créé au rez-de-chaussée du bâtiment administratif, d'une surface de 12 m<sup>2</sup>,
    - des batteries issues d'erreurs de tri en déchetterie ou sur collecte sélective, quantité maximale de 1 tonne à l'intérieur d'un local « métaux » dans le bâtiment technique (ancien centre de tri) d'une surface de 20 m<sup>2</sup>,
    - des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) issus d'erreurs de tri, pour une quantité maximale de 5 m<sup>3</sup> soit 0,6 tonnes, entreposé dans le local « métaux »,
    - des Déchets Diffus Spécifiques (DDS) issus d'erreurs de tri, pour une quantité maximale de 0,5 tonne, entreposés dans des Palox étanches dans le local « métaux » sur une surface de 4 m<sup>2</sup>.
- Installation relevant de la rubrique 2714 (volume maximum de 1 200 m<sup>3</sup>)
  - une case de 400 m<sup>3</sup> de déchets d'emballages (ponctuellement une deuxième case peut être activée),
  - une partie du bâtiment est utilisée lors du dépotage de caissons sur environ 350 m<sup>2</sup>,
  - une partie du bâtiment est utilisée pour les plastiques durs sur environ 400 m<sup>2</sup>,
  - un container de 30 m<sup>3</sup> pour le bois.
- Installation relevant de la rubrique 2716 (volume maximum de 1 550 m<sup>3</sup>)
  - une case de 400 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux non inertes – Ordures Ménagères résiduelles,
  - une case de 400 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux non inertes - Tout venant non valorisé,
  - une partie du bâtiment est utilisée pour les non valorisés sur environ 350 m<sup>2</sup>.
- Installation relevant de la rubrique 2715 (volume maximum de 300 m<sup>3</sup>)
  - une case occasionnellement de 240 m<sup>3</sup> de déchets de verre,
  - une remorque de 60 m<sup>3</sup> en attente de livraison.

- Installation relevant de la rubrique 2713 (surface maximale de 200 m<sup>2</sup>)
  - une case de 400 m<sup>3</sup> de déchets métalliques

Les installations précitées sont reportées sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

#### **Article 1.2.5 : Tonnages traités – capacité de l'installation – zone de chalandise**

La quantité maximale de déchets pouvant être traités annuellement par l'installation est de :

- De 12 000 t/an pour les déchets ménagers.
- De 5 000 t/an pour les déchets d'emballages
- De 5 000 t/an pour les tout venants
- De 1 000 t/an de verre
- De 500 t/an de métaux

### **Chapitre 1.3. Conformité au dossier d'autorisation**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et au plan en annexe 1 du présent arrêté. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **Chapitre 1.4. Durée de l'autorisation**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du Code de l'environnement.

### **Chapitre 1.5. Modification et cessation d'activité**

#### **Article 1.5.1 : Modification du champ de l'autorisation**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le Préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

### **Article 1.5.2 : Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Article 1.5.3 : Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article Erreur : source de la référence non trouvée du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **Article 1.5.4 : Changement d'exploitant**

En application des articles L.181-15, R.181-47 et R. 516-1 du Code de l'environnement, la demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières

### **Article 1.5.5 : Cessation d'activité**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site conformément à l'article R.512-39-2 du Code de l'environnement.

## **Chapitre 1.6. Exploitation des installations**

### **Article 1.6.1 : Implantation**

La zone de stockage et de manutention doit être implantée à plus de 200 m de toute habitation, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et des établissements recevant du public.

Les installations doivent être conçues de manière à permettre en cas de sinistre, l'intervention des engins de secours sous au moins deux angles différents.

Les aires de circulation doivent être conçues pour permettre un accès facile des engins des services d'incendie.



### **Article 1.6.2 : Rythme de fonctionnement**

Les installations sont susceptibles de fonctionner de 4h à 18h du lundi au vendredi

### **Article 1.6.3 : Aménagements**

Les installations doivent être entourées d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 1,5 m empêchant l'accès au site. Un portail fermant à clé interdira l'accès du site en dehors des heures d'ouverture.

La clôture doit être doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes en fonction de la visibilité.

Des voies de circulation doivent être aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception ou d'enlèvement. Elles sont étudiées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol des poussières.

Les accès au site doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.

Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.

L'établissement dispose d'une aire d'attente pour 4 ou 5 véhicules ou semi-remorques de façon à prévenir le stationnement de véhicules en attente sur les voies publiques.

Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les eaux recueillies sont traitées conformément à l'article 3.2 ci-dessous.

Les surfaces en contact avec les déchets doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

Les locaux ou zones spéciales de recharge de batteries sont très largement ventilés de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif. Ils respectent les prescriptions réglementaires qui leur sont applicables.

### **Article 1.6.4 : Exploitation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets triés dans l'établissement.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux ou la clôture entourant les installations doivent être fermées à clé.

### **Article 1.6.5 : Incidents ou accidents**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

### **Article 1.6.6 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **Titre 2. Protection de la qualité de l'air**

### **Chapitre 2.1. Règles générales d'aménagement et d'exploitation**

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

Toutes précautions sont prises afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement lors du chargement ou du déchargement des déchets.

Les aires de circulation sont aménagées pour limiter les envols par temps sec.

Le stockage des déchets et des produits triés, transitant dans l'installation doit s'effectuer dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations, des odeurs).

Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement.

### **Chapitre 2.2. Prévention des pollutions accidentelles**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

### **Chapitre 2.3.Odeurs**

L'établissement est aménagé et équipé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. À cette fin, la durée de séjour des ordures ménagères résiduelles en transit sur le site ne doit pas excéder 24 heures.

Tout dégagement d'odeurs devra être immédiatement combattu par des moyens efficaces.

## Titre 3. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du Code de l'environnement. Elles respectent les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

### **Chapitre 3.1. Prélèvements et consommations d'eau**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)
Réseau d'eau communal	950

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Les prélèvements sur le réseau d'eau incendie sont interdits.

### **Chapitre 3.2. Conception et gestion des réseaux et points de rejet**

#### **Article 3.2.1 : Points de rejet**

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz toxiques ou inflammables.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :... (eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, lixiviats, eaux vannes, etc). Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées.



Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X = 458327 Y = 6592380	eaux pluviales et de ruissellement après traitement et transit dans le bassin étanche	réseau pluvial communal	réseau pluvial communal	Convention

### Article 3.2.2 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées. Les lixiviats doivent être collectés séparément des eaux pluviales.

Un schéma des réseaux d'alimentation et de collecte « eaux usées » et « eaux pluviales » doit être établi par l'exploitant et régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et daté.

Ce plan doit faire apparaître l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, poste de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, dispositifs de protection de l'alimentation et d'isolement, etc. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services de secours.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

Les eaux pluviales collectées sur les aires étanches doivent transiter par un débourbeur déshuileur avant rejet au réseau public. Le dimensionnement de ce dispositif doit être effectué selon les règles de l'art. Il doit être régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 3.2.3 : Lixiviats issus de l'aire d'entreposage des ordures ménagères

Les lixiviats issus de l'aire d'entreposage des ordures ménagères ne sont pas évacués dans le réseau de collecte et de traitement des eaux pluviales.

Ils sont collectés et traités selon la réglementation en vigueur, notamment dans le respect des dispositions de l'arrêté du 24 août 2017 cité à l'article 7.1 du présent arrêté. À cette fin, une caractérisation des lixiviats est réalisée dans l'objectif de déterminer les polluants en présence et le type de traitement à appliquer.

En cas de rejet de ces lixiviats vers une station de traitement des eaux usées, une autorisation de déversement est établie conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Elle précise notamment les volumes traités par mois ou année, les valeurs limites que l'exploitant doit respecter avant envoi en station de traitement ainsi que les conditions de surveillance des polluants avant envoi.

En cas de rejet vers le milieu naturel, le dispositif de traitement préalable est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du Code de l'environnement. La liste des polluants à abattre se base sur la caractérisation des lixiviats demandée ci-dessus. Les valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.3 au présent arrêté, sans considération de flux, sont respectées.

### Article 3.2.4 : Limitation des rejets

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet n°1 :

- Température maximale : 30 °C
- pH : entre 5,5 et 8,5
- Débit maximal : 3 l/s/ha

Autres paramètres :

Paramètres	Code Sandre	Concentration maximale
MES	1305	35 mg/l
DCO	1314	125 mg/l
Arsenic et ses composés (en As)	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr <sup>6+</sup> : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)		15 mg/l
Indice phénols	1440	0,3 mg/l

Cyanures libres	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène		
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1 mg/l

### Article 3.2.5 : Surveillance des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure
tous	ponctuel	annuelle

## Chapitre 3.3. Risque accidentel

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident ou d'incendie, déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel. Dans le cas d'utilisation de système d'isolement, ces derniers sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un dispositif de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

L'évacuation des eaux susceptibles d'être polluées ou des matières dangereuses doit se faire sans dilution dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires. A défaut, elles doivent être éliminées dans les installations autorisées à cet effet.

## **Titre 4. Gestion des déchets**

### **Chapitre 4.1. Prévention et gestion des déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du Code de l'environnement.

1° En priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation.

2° Mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination

### **Chapitre 4.2. Gestion des déchets reçus par l'installation**

#### **Article 4.2.1 : Origine géographique des déchets**

L'origine géographique des déchets est limitée au département des Deux-Sèvres.

#### **Article 4.2.2 : Réception des déchets**

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

Les bennes de déchets réceptionnées sur le site sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.

L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.

#### **Article 4.2.3 : Gestion des déchets**

L'exploitant doit toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets qu'il reçoit notamment par le contrat passé avec les collectivités.

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).



La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

La hauteur maximale de stockage dans les alvéoles est matérialisée par de la peinture.

Il est interdit de déposer les déchets sur le site en dehors des aires d'entreposage dédiées.

Le triage des ordures ménagères résiduelle est interdit sur le site.

La durée de séjour des ordures ménagères résiduelles en transit sur le site ne doit pas excéder 24 heures.

#### **Article 4.2.4 : Déchets interdits**

Les déchets interdits sont :

- déchets dangereux autres que ceux visés au 1.2.3 du présent arrêté ;
- déchets amiantés ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 8 du règlement CE n°1069/2009.

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.

#### **Article 4.2.5 : Élimination et suivi des déchets**

Les déchets triés doivent être conditionnés de façon, suivante avant expédition :

- en vrac pour les métaux et papiers / journaux
- mise en balle pour les cartons

## Titre 5. Protection du cadre de vie

### Chapitre 5.1. Niveaux limites de bruit

#### Article 5.1.1 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 2	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée en annexe 2.

Point 1	Point 2
Émergence côté zone d'activité	Limite de propriété et émergence en surélévation (env. 2 m) par rapport au terrain

#### Article 5.1.2 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au besoin et à la demande de l'inspection des installations classées (en cas d'un signalement particulier, d'une plainte, ou tout autre motif le justifiant).

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualifié.

#### Article 5.1.3 : Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)

## **Chapitre 5.2. Appareils de communication**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## **Chapitre 5.3. Vibrations**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

## **Chapitre 5.4. Salubrité**

L'établissement doit être tenu en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant un an.

En cas de nécessité, l'exploitant lutte contre les insectes par un traitement approprié.

## **Chapitre 5.5. Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. En outre, des dispositions seront prises afin de soustraire à la vue du voisinage les déchets. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

## Titre 6. Prévention des risques technologiques

### Chapitre 6.1. Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

#### **Article 6.1.1 : Dispositions constructives et comportement au feu**

Bâtiment/local	Dispositions constructives	
	Local, sol, toiture	Murs et planchers
Local DASRI 12 m <sup>2</sup>	Sol en béton et carrelé avec siphon raccordé à l'entrée du déshuileur-débourbeur plafond en béton banché	Mur en béton banché
Local DEEE métaux non ferreux et DDS 24 m <sup>2</sup>	Plafond en bac acier simple peau (toit du bâtiment) sol en béton avec siphon raccordé à l'entrée du déshuileur-débourbeur	Mur en bloc béton ou béton banché DDS stockés dans des palox étanches
Alvéoles extérieures	Charpente et structure en aluminium sol en béton couverture en membrane souple	Murs en bloc béton et bardage en bac acier

#### **Article 6.1.2: Désenfumage**

Pour le bâtiment de tri des déchets et les alvéoles d'entreposage des déchets : la toiture doit être réalisée en éléments incombustibles. Elle doit comporter au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours. L'ensemble de ces éléments est située à au moins 4 mètres d'un mur coupe-feu.

### Chapitre 6.2. Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.



### **Chapitre 6.3. Propreté de l'installation**

Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et en dehors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.

### **Chapitre 6.4. Intervention des services de secours**

#### **Article 6.4.1: Accessibilité**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

#### **Article 6.4.2: Accessibilité des engins à proximité de l'installation**

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

### **Chapitre 6.5. Autres dispositifs et mesures de prévention des accidents**

#### **Article 6.5.1: Installations électriques**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

#### **Article 6.5.2 : Ventilation des locaux**

Les locaux ou zones spéciales de recharge de batteries sont très largement ventilés de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif. Ils respectent les prescriptions réglementaires qui leur sont applicables.

### **Article 6.5.3 : Organisation des stockages**

Les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées. Les matériels non utilisés sont regroupés hors des allées de circulation.

Le stationnement des véhicules devant les issues ou sur les voies de circulation n'est autorisé que pendant le temps des opérations de chargement et de déchargement.

### **Article 6.5.4 : Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- -50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en permanence. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués

y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est de 162 m<sup>3</sup>.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## **Chapitre 6.6. Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

### **Article 6.6.1: Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.
- d'un poteau incendie installé à l'entrée de l'établissement, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ce point d'eau incendie.

Le point d'eau incendie est en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures.

- quatre robinets d'incendie armés installés dans le bâtiment (2 RIA) et de chaque côté des alvéoles (2 RIA). Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en direction opposée. Ils sont protégés du gel.
- d'un système de détection automatique pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

### **Article 6.6.2: Entretien des moyens d'intervention**

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

L'exploitant doit également s'assurer de la disponibilité opérationnelle permanente des poteaux incendie (capacité, débit, ...).

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un

registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### **Article 6.6.3: Activités à risques particuliers**

Sauf le cas échéant dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des ateliers et dépôts, il est interdit :

- de fumer ;
- d'apporter des feux nus ;
- de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos

Le permis de feu et la consigne particulière visé à l'article 6.8.1 du présent arrêté doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis, soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure, ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial. La charge des accumulateurs est effectuée dans les conditions prévues à l'article 6.5.2. Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et contrôlés conformément aux réglementations en vigueur.

### **Article 6.6.4: Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir



tout transfert de pollution vers le milieu récepteur,

- la procédure d'urgence en cas de réception de déchets non admissibles.

Des issues de secours doivent être prévues en nombre suffisant et réparties dans les locaux de façon à éviter les culs de sac.

L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation.

### **Chapitre 6.7. Protection contre la foudre**

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

### **Chapitre 6.8. Travaux**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectent une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

#### **Article 6.8.1: Contenu du permis d'intervention, de feu**

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou

son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

### **Chapitre 6.9. Étiquetage des substances et mélanges dangereux**

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

## **Titre 7. Textes et dispositions applicables aux installations**

### **Chapitre 7.1. Prescriptions générales applicables**

Outre les dispositions du présent arrêté, s'appliquent également à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- **l'arrêté ministériel du 2 février 1998** modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- **l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008** modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- **l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010** modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- **l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;

- **l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997** relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE ;
- **l'arrêté ministériel du 28 avril 2014** relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **l'arrêté ministériel du 24 août 2017** modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **l'arrêté ministériel du 6 juin 2018** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2711, 2714, 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **l'arrêté ministériel du 6 juin 2018** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **l'arrêté ministériel du 31 mai 2021** fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-43-1 du Code de l'environnement ;
- **l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021** définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

## Titre 8. Dispositions administratives

### Article 8.1 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 8.2: Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Sainte-Éanne et peut y être consultée ;
- 2°) un extrait dudit arrêté est affiché en mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ;
- 3°) le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture ;
- 4°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale de quatre mois.



### Article 8.3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

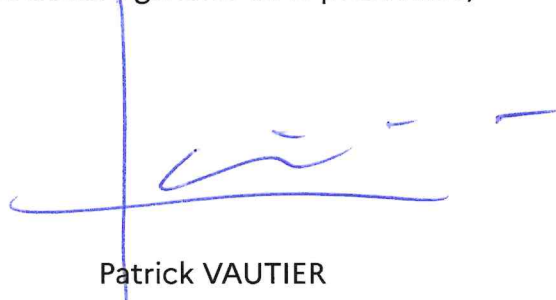
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

### Article 8.4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'emploi, de l'aménagement et du logement, le maire de Sainte-Éanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

NIORT, le 24 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER



## PLAN DE L'INSTALLATION







ANNEXE 2

LOCALISATION DES POINTS DE MESURE ACOUSTIQUE

